

## Elaboration du budget 2017

# A quoi sert le Comité interministériel de cadrage macroéconomique et budgétaire ?

Willy NDONG

Libreville/Gabon

**CRÉÉ** par décret le 26 juillet 2011, le Comité interministériel de cadrage macroéconomique et budgétaire (CICMB) est placé sous l'autorité du Premier ministre, avec pour principale mission de préparer le cadrage macroéconomique et budgétaire du pays à court et moyen termes.

Dans la pratique, il regroupe différents cadres administratifs des services centraux en charge de la politique économique, des recettes et de la dépense : directions générales de l'Economie et de la Politique fiscale, des Impôts, des Douanes et Droits Indirects, de la Dette, des Hydrocarbures, des Statistiques, du Budget et des Finances publiques, de la Comptabilité publique et du Trésor.

Nous avons pu assister à une partie de leurs travaux, habituellement placés sous le sceau du secret et de la confidentialité, et donc d'ordinaire fermés aux non-membres. C'est peu dire qu'on y manie des données sensibles sur nos finances publiques.

Pour Jean-Fidèle Otandault, président du comité technique, « le budget du pays est l'affaire de tous. Nous ne devons pas donner l'impression de cacher des choses. Il est fait pour les Gabonais. Ils doivent donc pouvoir savoir comment sont préparés en amont les projets de lois de finances ». Ainsi, ce sont des agents de

ces administrations, placés sous la supervision technique du directeur général du Budget et des Finances publiques qui, en plus de leurs activités spécifiques au sein de leurs administrations respectives, consacrent leurs fins de journée et parfois leurs week-ends à la prévision des ressources et des charges de l'Etat.

Conformément au calendrier d'activités 2016 du CICMB, son secrétariat technique travaille depuis janvier sur plusieurs axes devant aboutir aux grandes tendances en ressources et en dépenses du budget 2017.

La préparation du calendrier des activités 2016 et la rédaction du rapport d'activités de 2015 ont constitué le point de départ de travaux de nos experts.

De janvier à février, ceux-ci s'emploient à mesurer l'impact de la baisse du prix du pétrole sur les principaux indicateurs macroéconomiques, dans l'objectif d'actualiser le cadrage macroéconomique et budgétaire 2015 et les perspectives 2016-2019.

Pour Prosper Ebang, directeur de la Prévision et de l'Analyse économique à la direction générale de l'Economie et de la Politique fiscale et secrétaire technique du CICMB, « cette mise à jour s'explique par la prise en compte des résultats de l'enquête économique nationale, effectuée en début d'année par la DGEPPF ; la publication du Tableau des opérations financières de l'Etat situation 2015 ; ainsi que par la mise

à jour des prévisions de l'économie mondiale du FMI du 19 janvier 2016 ».

Ces travaux ont abouti à la mise à jour du cadrage en données historiques et du Tableau des opérations financières et économiques (TOFE).

**ANTICIPATION** • Durant le mois d'avril, les membres « du cadrage » ont pris en compte les amendements du comité de pilotage (composé des directeurs généraux des administrations représentées) pour opérer des ajustements du profil des dépenses à moyen terme, analyser les principaux indicateurs et ratios, afin de proposer à

bon escient des pistes de financements.

Ce qui est surprenant, c'est que le climat de travail est plutôt convivial et détendu, bien que l'on sente une certaine pression. Toutefois, les différentes personnes autour de la table n'hésitent pas à remettre en question des données communiquées par leurs collègues, et de demander des explications les plus détaillées possibles car, et c'est cela le plus important, la décision est collégiale et ils doivent pouvoir en répondre ensemble devant les ministres financiers.

Selon Flore Anoumbo Yenot, directeur de la Préparation et de la Program-

mation budgétaire à la DGBFIP, et secrétaire technique adjoint, « l'important n'est pas tant d'avancer des chiffres, mais de les comprendre et de s'en approprier car, ce qui est compris peut être plus aisément défendu. Les chefs nous laissent travailler librement, mais la contrepartie est de pouvoir défendre avec rigueur et pertinence les choix retenus ».

Ce qui est également important, selon elle, « c'est de savoir que la direction générale du Budget et des Finances publiques et même le ministère du Budget et des Comptes publics ne sont pas les seuls acteurs impliqués dans la prépara-

tion du budget. Il s'agit d'un travail impliquant plusieurs entités, qui doivent pouvoir assumer pleinement les orientations retenues ».

Les travaux du mois d'avril ont également porté sur l'accroissement des ressources propres et la réduction du déficit 2016-2019. La finalisation du cadrage macroéconomique 2016, perspectives 2017, sera bientôt examinée par le comité de pilotage. Le CICMB va se consacrer dès ce mois, à la rédaction du "Document de cadrage macro-budgétaire 2017-2019", qui servira de base au débat d'orientation budgétaire au Parlement.



REPUBLIQUE GABONAISE  
Union-Travail-Justice

## COMMUNIQUÉ

### ACTIVITE MEDICO-CHIRURGICALE EN GASTRO-ENTEROLOGIE, ENDOSCOPIE ET HEPATOLOGIE

A l'invitation de la CNAMGS, en collaboration avec le Service de Santé Militaire, une équipe médicale de l'Hôpital Américain de Paris, composée du Dr. Luc KARSENTY (Gastro-Entérologue) et du Dr. Jean François CONTOU (Gastro-Entérologue et Chirurgien Proctologue), séjournera à Libreville, du 17 au 20 mai 2016, dans le cadre d'une activité médico-chirurgicale avec les experts gastro-Entérologues gabonais.

Cette activité se déroulera à l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO) selon le programme suivant :

DATES	LIEU	ACTIVITÉS	HORAIRES
Mardi 17 mai 2016	HIAOBO	Consultations et blocs Opératoires	de 8h00 à 17h00
Mercredi 18 mai 2016			
Jeudi 19 mai 2016			
Vendredi 20 mai 2016			

A cet effet, les patients intéressés par cette prestation doivent préalablement prendre rendez-vous en appelant au centre d'appels de l'HIAOBO : 1466

Pour les patients assurés à la CNAMGS, ils s'acquitteront de leur Ticket modérateur sur tous les actes réalisés à leur profit.

La CNAMGS compte sur le respect de ces dispositions afin de garantir à tous le meilleur service.

Fait à Libreville, le 11 mai 2016

Le Directeur Général

Pr. Michel MBOUSSOU



La solidarité a un sens



## Zone économique à régime privilégié Nkok

### Quinze entreprises déjà installées

W.N.

Libreville/Gabon

**SELON** les derniers chiffres fournis au mois de mai par l'Autorité administrative de la Zone économique à régime privilégié (ZERP) de Nkok, le nombre d'entreprises installées et en activité au sein de ladite Zone vient d'atteindre le chiffre 15. Ces entreprises, encore à leur début, viennent renforcer la sphère industrielle nationale, développant peu à peu les secteurs du bois, de la sidérurgie, des matériaux de construction et de la chimie, indique l'autorité administrative de la Zerp. Elle cite notamment les entreprises Gwi, Otim veneer, Metal co, Shinago, Resurgent, Krishna, Acieries

du Gabon, Gim Gabon, Wood Tech, Sogametal, Chaudronnerie du Gabon, Hai sheng, Africa Alloys, Beton gab et Consulting house.

Pour rappel, la Zerp de Nkok met à disposition de ses investisseurs des infrastructures de premier plan pour les soutenir efficacement dans leurs opérations: le ralliement de la zone à la centrale par une ligne haute tension de 90 KVA; deux réservoirs d'une capacité totale de 6 millions de m3 d'eau par jour alimentant la zone. Il existe également une centrale principale de réception électrique, cinq sous-stations relais et un réseau câblé sur 24 km et une ligne de 20 KV haute tension. Sans oublier un terminal à containers d'une capacité de 1500 EVP et 3500 EV.

